



Charte environnementale de l'achat et de la vente de bois

Les membres de LCB s'engagent
pour des produits et des pratiques responsables



Charte
environnementale
**Le Commerce
du Bois**

Version mise à
jour en février
2013



Préambule

Qui sommes-nous ?

Le Commerce du Bois (LCB) est une association loi 1901 née de la volonté de représentants de trois familles professionnelles – importateurs et raboteurs, négociants, agents – de créer un grand mouvement représentatif des entreprises françaises du commerce national et international des bois.

LCB est animé par un double objectif :

- D'une part, LCB travaille à faire entendre la voix de ses membres dans la filière, auprès des pouvoirs publics, du marché et plus généralement de la société civile ;
- D'autre part, LCB veut fédérer ses membres autour d'un projet commun d'uniformisation des bonnes pratiques en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Pourquoi cette Charte ?

Cette Charte vise avant tout à inciter les membres de LCB à s'engager dans des démarches de progrès dans leurs pratiques et à valoriser les bois certifiés.

Dès 2006, LCB formalisait ses engagements en rédigeant la première version de la Charte environnementale. L'objectif principal était alors de sensibiliser l'ensemble des membres du LCB et leurs parties prenantes – fournisseurs, clients ou collaborateurs – au commerce de produits bois issus de sources gérées durablement.

En 2012, avec 100% de ses adhérents signataires de la Charte, ce premier objectif de sensibilisation est atteint. La présente version de la Charte, actualisée, répond désormais à plusieurs objectifs :

- Renforcer les engagements en matière d'éco-certification des produits bois ;

- Garantir leur mise en œuvre concrète en les faisant auditer par des tierces parties indépendantes ;

- Elargir le périmètre de ces engagements à de nouveaux enjeux sociétaux, au-delà de la gestion durable des forêts.

Comment et par qui a-t-elle été rédigée ?

Comme LCB s'y était engagé dans la première version de la Charte, une nouvelle version a été rédigée en liaison avec des parties prenantes internes et externes :

- En interne avec les commissions de travail de LCB, pour le compte de l'ensemble de nos membres.
- En externe avec les parties prenantes concernées les plus représentatives (ONG, Ministères, Organisations techniques, Organismes d'audit, etc.)

Une démarche de progrès continu

La mise en œuvre de la Charte Environnementale, si elle a souvent suscité l'enthousiasme, a aussi parfois dû surmonter de fortes réticences au sein de LCB, qui regroupe des métiers et produits divers et des sociétés de tailles et structures variées.

Il n'en demeure pas moins que, conformément à l'esprit de la première version, la présente Charte s'inscrit toujours dans une démarche de progrès continu.

C'est pourquoi, la présente révision de la Charte se caractérise par une hausse générale du niveau d'ambition des engagements pris par les membres de LCB. Cela répond à l'évolution de l'offre de produits éco-certifiés mais aussi à la nécessité de prendre en compte les nouveaux enjeux qui se posent à la filière.

Engagements



Cette charte engage l'ensemble des membres de LCB qui sont aujourd'hui tous signataires depuis 2012 : importateurs, raboteurs, négociants et agents. Les engagements qu'elle contient couvrent les familles de produits suivantes : bois massifs, sciages, panneaux, produits rabotés¹.

Les membres de LCB s'engagent à conduire leurs activités en conformité avec les cadres réglementaires et normatifs, français et internationaux, se rapportant à leur activité.

La présente charte prend comme prérequis le respect du Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE) et la mise en place d'un processus de Dilligence raisonnée², quel qu'il soit.

Cela signifie que, lors de tout audit de charte fait par un auditeur indépendant, la preuve du respect de la législation européenne soit apportée. Il y a deux approches distinctes selon qu'on soit importateur ou négociant :

- Pour les produits introduits sur le marché européen, dans le cadre de la Diligence raisonnée prévue par le Règlement Bois de l'Union Européenne, les importateurs mettront à tout moment à disposition des autorités concernées les documents officiels attestant de la légalité des opérations commerciales. Les distributeurs apportant la preuve de la traçabilité de leurs produits depuis leurs fournisseurs jusqu'à leurs clients.

Ils s'engagent à respecter les termes des contrats de vente (spécifications, qualité du produit) et les règles de marquage des produits, ainsi que le marquage CE.

Au-delà du respect des obligations légales, les membres de LCB s'engagent plus en avant sur les trois thèmes suivants : achat responsable, vente responsable et engagements volontaires de RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises).

1. L'achat responsable

Les membres de LCB s'engagent à...

- **Privilégier et augmenter d'année en année leurs achats de produits issus de forêts éco-certifiées³.**
- **Faire contrôler, à l'occasion des audits annuels de Chaîne de contrôle, leur politique d'achats par une tierce partie indépendante en ce qui concerne :**
 - **La mise en place d'une procédure de diligence raisonnée**
 - **Les achats de produits éco-certifiés**

¹ Le détail des produits est présenté dans le mode opératoire et sur le site internet de LCB

² Procédure prévue par le RBUE imposant aux opérateurs économiques des mesures d'analyse et de correction des risques d'illégalité mais aussi de traçabilité des produits.

³ Dans les pays tropicaux où l'offre d'éco-certification n'est pas disponible, privilégier les fournisseurs qui non seulement opèrent à partir de concessions légalement accordées par les autorités du pays et respectent les règles forestières nationales, mais aussi adoptent, là où un code forestier le prévoit, un plan d'aménagement forestier et/ou s'engagent sur un code de bonnes pratiques ou de déontologie cautionné par des tierces parties indépendantes.

Attribution de la note

Une note « Achat » vient mesurer le respect des engagements de l'entreprise : elle est déterminée par le pourcentage de bois certifié acheté sur le chiffre d'affaire global de la famille de produit.

Elle est attribuée à l'occasion d'un audit qui se réfère aux documents commerciaux (factures) pour évaluer les montants d'achats certifiés, de la façon suivante :

| Part des achats de bois certifiés en : | Note obtenue | | | | | |
|--|--------------|--------|-------|-------|-------|-------|
| | 0,5 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Sciages résineux | > 0 et ≤ 10% | > 10% | > 20% | > 50% | > 70% | > 95% |
| Bois durs (Asie, Amérique du Sud, Afrique) | > 0 et ≤ 2% | > 2 % | > 10% | > 30% | > 50% | > 60% |
| Bois durs (Europe de l'Ouest et autres) | > 0 et ≤ 10% | > 10 % | > 20% | > 50% | > 70% | > 95% |
| Panneaux (hors panneaux décoratifs) | > 0 et ≤ 2% | > 2 % | > 5% | > 20% | > 40% | > 60% |

LCB reconnaît tous les systèmes de certification internationalement reconnus (voir Mode opératoire de la Charte)⁴.

En matière de bois tropicaux éco certifiés, l'année 2012 a révélé une contraction de l'offre, ce qui limite la possibilité d'augmenter les objectifs de produits certifiés dans cette famille et donc la note correspondante.

Si l'entreprise achète plusieurs types de produits, sa note sera pondérée par la part d'achat en valeur des 4 familles de produits ci-dessus dans ses achats.

Compte tenu de l'évolution de l'offre de produits certifiés disponibles sur le marché, cette grille de notation sera revue tous les 2 ans en liaison avec les parties prenantes.

Indicateurs de mesure

L'indicateur-clef suivant nous permet de suivre la mise en œuvre de notre engagement et d'en rendre compte: Pourcentage de bois acheté issu de forêts ayant reçu une certification de gestion durable (en valeur par type de produits achetés).

⁴ Document technique remis à toutes les sociétés signataires de la charte et disponible sur le site internet www.lecommercedubois.fr

2. La vente responsable

Les membres de LCB s'engagent à...

- Mettre à disposition de leurs clients professionnels et particuliers et afficher clairement dans les lieux accessibles au public (show-room, salle d'exposition, etc.) les 4 informations suivantes :
 - Le nom courant de l'essence⁵
 - Le pays d'origine au minimum (voire la région de récolte lorsque c'est possible)
 - La certification éventuelle
 - Pour les essences protégées relevant de la CITES, un logo spécifique alertant le consommateur et l'informant sur les essences alternatives existantes
- Mettre à disposition de leurs clients une fiche technique comprenant le nom en latin, les caractéristiques techniques et mécaniques du bois (utilisation, classe de risque), les écolabels éventuels et les traitements intermédiaires et finaux utilisés.
- Mettre à disposition des clients des supports de promotion du bois comme éco-matériau renouvelable et recyclable.

Indicateurs de mesure

Deux indicateurs-clefs concernant les engagements de vente responsable sont proposés : la part des informations « produits » affichées et le pourcentage des fiches techniques disponibles pour l'ensemble des produits concernés.

Attribution de la note

| | Note obtenue | | | | | |
|------------------------------|--------------|--------|-------|-------|-------|--------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Information produit affichée | < 50% | > 50 % | > 60% | > 75% | > 90% | = 100% |
| Fiche technique disponible | < 50% | > 50 % | > 60% | > 75% | > 90% | = 100% |

La performance globale « Vente responsable » s'obtient par la moyenne des deux notes

⁵ Lorsque c'est applicable (sauf panneaux ou produits bois recomposés).





3. Les engagements volontaires en matière de RSE⁶

Le Commerce du Bois encourage ses membres à mettre en œuvre une action significative en matière de responsabilité sociale des entreprises. Celle-ci, au choix de l'entreprise, peut se conduire dans l'un des domaines suivants :

Des actions possibles ...

- Mise en œuvre d'une démarche de gestion durable des déchets (réduction, tri, revalorisation...)
- Réduction des consommations d'énergie (mise en œuvre de certificats d'économie d'énergie, etc.)
- Réalisation d'un bilan carbone
- Maîtriser l'impact environnemental de l'activité par le biais d'une certification ISO 14001
- Faire la preuve d'une performance au-delà des seuils légalement recommandés sur les mesures de santé publique (COV, poussières de bois, etc.)
- Formation des employés, égalité des chances, parité (égalité salariale hommes / femmes), etc.

Cette liste n'est pas exhaustive et LCB mettra à disposition de ses membres des exemples d'actions conduites dans ces domaines afin de généraliser ces pratiques.

L'engagement des membres de LCB, apportant la preuve que de telles actions sont en cours, sera valorisé si et seulement si la note obtenue sur les deux premiers indicateurs (achat et vente) est au moins égale à 1.

Attribution de la note

Un engagement mesurable dans l'un des domaines concernés permettra à l'entreprise d'arrondir sa note globale de charte à l'unité supérieure. Par exemple, une entreprise qui a une note globale de 3,2 lui permettant dans l'ancien système d'afficher 3 feuilles pourra obtenir 4 feuilles ; celle qui aurait eu 2,8 et 2 feuilles dans l'ancien système pourra afficher 3 feuilles.

Les entreprises devront pouvoir présenter des attestations délivrées par des tierces parties sur l'obtention de **résultats mesurables** dans le domaine concerné.

Indicateurs de mesure



Deux indicateurs-clefs nous permettront de suivre la mise en œuvre de ces engagements et d'en rendre compte :

- Le pourcentage des entreprises LCB qui s'engagent dans une action de RSE ;
- La part du budget dédié aux actions d'information et de formation faites par LCB sur le sujet.

Système de notation



Les audits

L'évaluation des entreprises se fait par un audit réalisé par un organisme tiers indépendant, notifié par FSC et PEFC. Les frais d'audit sont à la charge des entreprises signataires.



LCB recommande de coupler l'audit de charte LCB avec les audits annuels de Chaîne de contrôle.

A l'issue de chaque audit et dans un délai d'un mois, l'organisme certificateur remet à chaque entreprise audité un rapport d'audit confidentiel et à LCB les résultats de la grille de notation, les trois indicateurs-clefs (Achat, Vente et RSE) et la performance globale de l'entreprise. Ces éléments seront communiqués et mis à jour deux fois par an sur le site de LCB.

Le système de distinction des entreprises

La performance globale de l'entreprise est illustrée par un système de notation allant de la note minimale d'1/2 feuille à la note maximale de 5 feuilles.

La charte, affichée à l'entrée du magasin et/ou de l'entreprise, sera accompagnée d'un système distinctif précisant la performance de l'entreprise :

| | | | | | | |
|--|--|--|--|---|--|--|
| Note de performance générale de l'entreprise (après réalisation de l'audit) |  |  |  |  |  |  |
| | < 1 | ≥ 1 | ≥ 2 | ≥ 3 | ≥ 4 | = 5 |

La performance globale de l'entreprise, qui se traduit par l'attribution de feuilles, repose sur les résultats combinés des 3 actions – clefs, pondérés de la façon suivante :

La note « Achat » compte pour 80% dans le calcul de la performance globale de l'entreprise ; elle a été revue à la hausse pour privilégier la démarche d'éco-certification par rapport à l'action de communication.

La note « Vente » compte pour 20% dans le calcul de la performance globale de l'entreprise.

La combinaison des deux résultats fournit une note globale sur l'achat et la vente responsables.

Le bonus « RSE » : l'attestation par une tierce partie d'une action réelle et mesurée permettra d'arrondir la note globale à l'unité supplémentaire.





1. Animation de la Charte

La Commission Environnement LCB ou Comité de Pilotage

Composé de membres de LCB, le comité de pilotage interne est en charge de piloter la démarche.

Il assume également les fonctions suivantes :

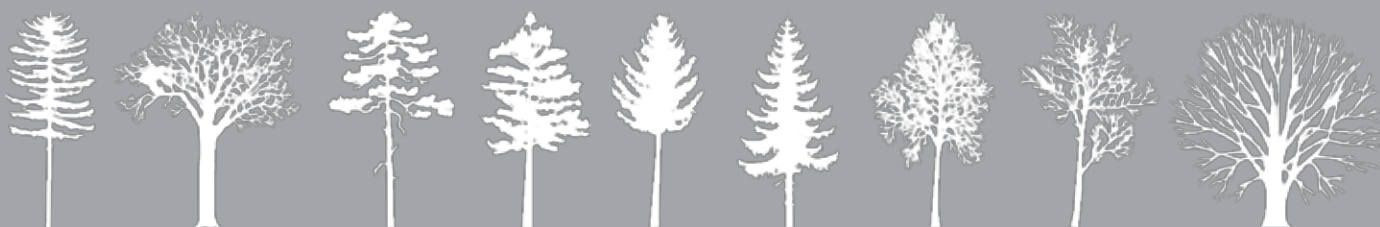
- Animation d'un **centre de ressources**, sur le site internet de LCB, comprenant notamment une liste de pays à risques, des informations sur les fournisseurs avec appréciation de leur politique de responsabilité sociale et environnementale, la proposition de bois de remplacement pour les essences menacées, un modèle de fiche technique des essences, la liste de la CITES et de l'UICN, etc.
- Mise à disposition d'**outils** à l'attention des membres pour les aider à respecter les engagements et à mettre en œuvre des plans d'actions et d'**outils de communication** de la charte, en particulier sur leur lieu de vente.
- Constitution d'un **réseau de correspondants** dans les entreprises.
- Publication d'un **rapport annuel** d'activité synthétique, permettant de valoriser les bonnes pratiques et de présenter la performance globale des entreprises signataires sur la base des indicateurs-clés de suivi, et intégrant les commentaires éventuels du comité consultatif.
- Publication semestrielle sur le **site** : la charte, la liste des signataires avec leur niveau de performance, la liste de sociétés proposant des produits eco-certifiés, le centre de ressources et bilan d'application de la charte.
- **Révision biennale** de la charte, en relation avec le comité consultatif.

Le Comité consultatif de Suivi de la Charte

Dans une volonté d'ouverture, LCB associe les parties prenantes à sa démarche :

- **Lors de l'élaboration de la charte**, à travers la consultation d'un panel de parties prenantes pour la définition des engagements et des modalités de mise en œuvre.
- **Dans le pilotage et le suivi de mise en œuvre de la charte**, à travers la création d'un comité consultatif composé de représentants extérieurs sollicités au titre de leur expertise : ONG environnementales, ministères concernés, organismes techniques, ainsi que les organismes d'audit, en charge de la vérification du respect de la charte par les membres de LCB.

Le comité consultatif, non décisionnaire, est néanmoins invité à transmettre au comité de pilotage de LCB d'éventuelles alertes - ou toute information - sur les enjeux qu'il jugera importants. Il sera tenu informé de l'attribution des niveaux de performance par LCB. Il sera associé à la révision biennale de la Charte.



Les membres LCB s'engagent à...

- Assumer financièrement et faciliter la vérification de leurs engagements par une tierce partie indépendante (notifiée par FSC et PEFC).
- Réaliser une progression visible (améliorer la note) à chaque audit biennal, avec comme objectif d'obtenir une évaluation supérieure ou égale à 2 feuilles au terme d'un cycle de 2 audits .
- Afficher cette charte et leur performance (niveau obtenu et résultats sur les deux indicateurs-clefs) dans leurs points de vente et sur les outils de communication.
- Communiquer à LCB tous les éléments susceptibles de porter atteinte à l'image de la profession.
- Respecter les recommandations du comité de pilotage de LCB en vue d'une amélioration de la charte.

Processus d'alerte

Afin d'assurer la crédibilité de la démarche et dans un souci de traitement égal pour tous nos membres, la Commission Environnement LCB, en charge du pilotage de la Charte, a la possibilité de mettre en place une Commission ad hoc chargée d'enclencher un processus d'alerte à l'encontre d'une société en cas de :

- Non respect de la législation, notamment RBUE (défaut de procédure, absence de documents de légalité,...)
- Non réalisation du premier audit dans un délai d'un an après la signature de la Charte
- Non réalisation de l'audit de suivi dans un délai de 2 ans après le dernier audit en date
- Non réponse à une demande d'informations complémentaires dans un délai de 3 mois
- Notation en baisse ou absence d'amélioration entre deux audits
- Rapport négatif d'un auditeur
- Interventions extérieures (ex. rapport d'ONG)
- Objectif d'une évaluation supérieure ou égale à 2 feuilles non atteint après un cycle de deux audits
- Etc.

Procédures de suivi et de sanctions

Si aucune amélioration n'intervient de la part de l'entreprise dans un délai de 3 mois suite au lancement de la procédure d'alerte, la Commission Environnement LCB transmettra le dossier de la société au Conseil d'Administration de LCB afin de décider des éventuelles mesures correctives à prendre, notamment :

- Dans un premier temps, retrait temporaire des feuilles et du droit de communiquer sur la Charte Environnementale pour une durée de 6 mois. L'entreprise ne sera alors plus autorisée à communiquer sur aucun des engagements de la Charte, jusqu'à sa réintégration dans la démarche (réalisation d'un audit et objectif de progrès atteint).
- Dans un second temps, si aucune amélioration n'est survenue dans les 6 mois, l'exclusion de LCB.





Charte
environnementale

**Le Commerce
du Bois**

Contact

email : lecommercedubois@orange.fr

site web : www.lecommercedubois.fr